

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 45 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8.
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DUCROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

NOTRE NOUVEAU ROMAN

Le 25 novembre courant, nous commencerons la publication d'un nouveau feuilleton, grand roman judiciaire d'un très puissant intérêt dramatique, reposant sur un fait historique qui s'est produit dans l'un de nos départements de l'Ouest :

LE GARS PERRIER

écrit spécialement pour LA PATRIE

PAR M. ROBERT DE LA VILLEHERVÉ

Cette œuvre nouvelle, d'un de nos jeunes littérateurs de grand avenir, est divisée en trois parties :

- 1° La Ferme de Belgeard;
- 2° La Forêt de Bourgon;
- 3° A Mayenne.

PARIS, 22 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le contre-amiral de Marquessac, commandant notre division navale du Levant, a reçu l'ordre de prolonger encore son séjour sur les côtes de Grèce.
 En conséquence, la frégate la *Vénus* restera en rade du Pirée.
 Ajoutons que cette division navale, à laquelle on a déjà adjoint deux bâtiments de guerre, va être de nouveau renforcée.
 Ces précautions sont la conséquence de l'attitude de plus en plus belliqueuse prise par la Grèce à l'égard de la Turquie.

Le comte de Münster, qui est allé présenter à la reine Victoria ses lettres de rappel, sera de retour mardi prochain à l'ambassade d'Allemagne.

M. Chandon, colonel breveté du 14^e régiment de chasseurs, attaché militaire à la légation de la République française en Chine, est nommé au grade de général de brigade et maintenu dans ses fonctions d'attaché militaire à la légation de Chine.

Ce matin, à dix heures ont eu lieu les obsèques de M. Odilon Ranc, au milieu d'une assistance considérable.
 Le char de troisième classe était surchargé de couronnes, et un grand nombre de députés, de journalistes et de hautes notabilités littéraires ont accompagné le défunt jusqu'à sa dernière demeure.
 MM. Spuller et Etienne tenaient les cordons du poêle, et M. Arthur Ranc conduisait le deuil.
 La lettre de faire part était au nom de Mme Ranc, sa veuve; de M. Arthur Ranc, de Mme veuve Adrien Ranc et de M. et Mme Lucien Jollivet.

EXTÉRIEUR

Genève, 22 novembre.
 Les étudiants bulgares, avant de quitter l'université de Genève pour se mettre au service de leur pays, ont passé une soirée avec leurs camarades russes. Des toasts chaleureux ont été portés au succès de la cause bulgare. Les Russes ont offert aux jeunes Bulgares un brassard en soie rouge avec cette dédicace en lettres d'or : « À la jeune Bulgarie, en signe de sympathie, 1885 ».

Rome, 21 novembre.
 Le cardinal Panabianco est mort aujourd'hui.

Vienne, 22 novembre.
 On télégraphie de Belgrade, le 21, minuit, au *Tagblatt* :

« Un changement s'est produit à Sivilnitsa en faveur des Serbes. On annonce officiellement que le colonel Topalovics a rejoint le colonel Benlikzi. Ces deux officiers ont dirigé aussitôt, contre l'armée bulgare, une attaque combinée qui a été couronnée de succès.
 Les Bulgares reculent : le combat continue. »

En Orient

Constantinople, 21 novembre, soir.
 La Porte a répondu aujourd'hui à la dépêche de soumission du prince Alexandre de Bulgarie. Elle félicite le prince de ses sentiments sages et respectueux; elle annonce l'envoi d'un commissaire ottoman en Roumélie et exprime l'espoir que la tranquillité régnera dans cette province, suivant les vœux des puissances et de façon à concilier au prince la bienveillance de son souverain.
 La Porte promet, en terminant, de s'entretenir pour faire cesser les hostilités entre la Serbie et la Bulgarie.

Londres, 21 novembre.
 Une dépêche officielle de Birmanie confirme l'occupation de Mague par la brigade navale, le 20 novembre, après une légère résistance.
 L'expédition continue de remonter le fleuve.
 Un engagement est attendu à Sagaing.

Londres, 21 novembre.
 Un manifeste de la Ligue nationale irlandaise, approuvé par M. Parnell, engage les Irlandais à n'avoir aucune confiance dans le parti libéral ou radical et à ne rien négliger pour empêcher l'avènement au pouvoir d'un parti si perfide et si incapable.

Constantinople, 21 novembre, soir.
 Dans la séance de la Conférence tenue

aujourd'hui, tous les plénipotentiaires se sont mis d'accord, sauf avis de leurs gouvernements, sauf aussi quelques réserves générales de la part du représentant de l'Angleterre, sur l'envoi d'un commissaire ottoman en Roumélie, sur la nomination de délégués étrangers chargés de faire une enquête dans cette province, et sur les détails du programme relatif à cette double mission.
 La prochaine séance, qui aura lieu lundi, sera probablement la dernière.
 Aucun protocole n'a été rédigé pour la séance d'aujourd'hui.

INFORMATIONS

Tous les journaux, presque sans exception, ont annoncé l'arrivée à Paris de S. E. Sui-King-Chang, ministre plénipotentiaire de Chine, accrédité en France et en Allemagne.
 C'est là une erreur : ce diplomate n'est pas attendu à la légation avant la fin de la semaine. Il vient pour prendre part aux négociations relatives à la conclusion d'un traité de commerce avec le Céleste-Empire.
 On doit en conclure que ces négociations se poursuivront à la fois à Paris et à Tientsin.

Toutefois, elles menacent d'être laborieuses, car le cabinet de Pékin, encouragé par l'état d'anarchie qui règne au Tong-King et dans l'Annam, paraît peu disposé à accorder à la France les concessions qu'il s'était primitivement engagé à faire.
 Sans être pessimiste, on doit prévoir de ce côté un nouvel échec.

Par arrêté du préfet de la Seine, les électeurs de la commune de Pantin sont convoqués pour le dimanche 6 décembre prochain, à l'effet d'élire les vingt-sept membres composant le conseil municipal de cette localité.
 On sait que l'ancien conseil municipal a dû être dissous pour avoir formellement refusé de délibérer sur le budget et sur les affaires de la commune.

Un concours pour l'entrée dans la carrière diplomatique et consulaire aura lieu au ministère des affaires étrangères le 16 janvier prochain.

Le nombre des candidats qui seront admis à la suite de ce concours est fixé à huit.

LE COMMERCE DE PARIS

Certains journaux républicains trouvent que tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles; que ceux qui accusent la politique républicaine de faire tort au commerce sont des calomnieux, etc., etc.

Or, voici quelques chiffres significatifs; il s'agit du nombre des faillites déclarées à Paris depuis le scrutin de ballottage :

1 ^{re} semaine, 19 au 24 octobre,	34 faillites
2 ^e semaine, 25 au 31 octobre,	49 faillites
3 ^e semaine, 1 ^{er} au 7 novembre,	55 faillites
4 ^e semaine, 8 au 14 novembre,	41 faillites
15 et 17 novembre,	20 faillites

Total pour un mois... 190 faillites

Ce chiffre n'est-il pas effrayant ?
 Ce qu'il faut faire remarquer c'est que, maintenant, les commerçants ont énormément de facilités pour liquider leur situation à l'amiable. Aujourd'hui, la faillite n'est déclarée qu'en *extremis*; et pour qu'un commerçant se résigne à en arriver là, il faut qu'il ait renoncé à tout espoir.

DÉFI AUX ÉLECTEURS

La majorité de la Chambre est entrée hier dans la voie des invasions. C'est une iniquité qui en présage d'autres.

Qu'y avait-il contre l'élection de Tarn-et-Garonne ? Rien, et le rapporteur, M. Simyan, l'a dit fort nettement.

Mais il ne s'agissait pas vraiment de la régularité et de la loyauté des opérations électorales. Il s'agissait avant tout de la passion républicaine et de la passion libérale-penseuse, si dignement personnifiée par le faux savant Paul Bert.

Au reste, l'événement d'hier ne nous donne pas de la part de cette collection de républicains, qui est incapable de se grouper pour gouverner sagement le pays, mais qui ne saurait manquer une occasion de se réunir pour faire le mal.

Cette soi-disant majorité, qui n'est pas une majorité politique, mais une majorité de parti, — n'en était du reste plus déjà, toute jeune qu'elle soit, à donner sa mesure. Ne l'avons nous pas vue, la semaine dernière, valider, sans examen comme, sans hésitation, des élections absolument scandaleuses : celle des Deux-Sèvres notamment, où les gendarmes lacéraient et arrachaient, avec leur sabre, les affiches conservatrices, et où le préfet Comollet se faisait pardonner par son parti d'être le frère du curé de Nant, en se jetant dans la lutte avec un cynisme sans nom, et en poussant le zèle républicain jusqu'à faire éveiller, dans la nuit du samedi au dimanche, les populations au son du tambour, afin d'annoncer mensongèrement l'arrestation des candidats conservateurs ? Après avoir validé une élection aussi monstrueuse, par ce seul motif qu'elle est républicaine, la majorité de la nouvelle Chambre ne

pouvait guère manquer de donner le spectacle contraire, et d'invalider avec un égal aveuglement la première élection loyale qui lui serait dénoncée par un Paul Bert quelconque.

Tant pis pour cette majorité.

Une Chambre qui, dès son début, foule aux pieds toute justice, commet une faute qui retombera sur elle.
 La majorité affolée et incapable que nous avons maintenant au Palais-Bourbon jette un défi au suffrage universel. Elle ne songe pas assez, comme dit le *Journal des Débats*, que le suffrage universel, qui a eu le premier mot, aura le dernier, et que l'on ne saurait se bien trouver — au contraire — de faire œuvre de passion et non de politique.

Il paraît que M. Maurice Faure a fait une proposition tendant à nommer une commission dont la mission serait d'étudier les réformes à introduire dans les administrations de l'Etat, spécialement en ce qui concerne les économies à réaliser au moyen de la suppression des rouages inutiles et de la réduction du nombre des emplois.

Nous approuvons fort ce projet, ayant nous-mêmes, et à diverses reprises, dénoncé l'augmentation sans cesse croissante des fonctionnaires; mais nous voudrions que la commission osât présenter le tableau du personnel de 1869 et celui du personnel de 1885, afin que le public pût juger en connaissance de cause.

LA CITÉ MAUDITE

Les publicistes conservateurs commencent à se précipiter gravement de la franc-maçonnerie. Nous avons sujet de nous en réjouir, parce que nous avons été les initiateurs du mouvement d'opinion qui, depuis trois ou quatre ans, soulève contre cette secte de légitimes et vengeresses réprobations. Il y a deux ans que nous avons consacré un numéro de la *Patrie* à la constatation des tendances doctrinales et des moyens d'action politique de la franc-maçonnerie. Il y a deux ans que nous avons établi, par preuves indiscutables, que tous les hommes publics qui ont joué un rôle ou assumé une fonction quelconque, peu importante dans le gouvernement républicain sont franc-maçons, et que par conséquent le régime actuellement en vigueur dans notre pays est simplement la mise en pratique des idées et des aspirations maçonniques. Dans cette voie d'investigation critique où nous nous étions engagés, des écrivains patients et instruits se sont poussés plus avant que nous ne pouvions le faire. Ils ont scruté les arcanes du monde maçonnique que nous n'avions pu pénétrer que superficiellement; ils ont commenté les rites, expliqué le sens des symboles, surpris la philosophie dominante des docteurs et des chefs actifs de la ténébreuse association et le résultat de leurs recherches est une conclusion terrifiante. Ils prouvent, clair comme le jour, que la franc-maçonnerie est l'organisation active et vivante des forces athées et anti-sociales; qu'elle a juré une haine mortelle et permanente à tout ce qui constitue, chez les peuples chrétiens, les éléments de l'ordre et de la morale; qu'elle représente, en un mot, la cité maudite dont nous entretenions les légendes sybilliques et chrétiennes, par opposition à la cité divine, à la Jérusalem céleste de l'Evangile et des prophètes.

Nous avons, dans cet ordre de productions, signalé les livres qui nous paraissent particulièrement dignes de remarque, au fur et à mesure qu'ils paraissent. Les recherches de M. Claudio Jannet et de notre confrère M. d'Estampes nous ont montré, l'année dernière, le but réel et les progrès incessants de la franc-maçonnerie. Nous avons, aujourd'hui, à mettre en lumière les conclusions qui se dégagent d'un travail nouveau et qui suppose chez son auteur anonyme une lecture considérable en même temps qu'une érudition spéciale aussi rare qu'étendue.

Nous voulons parler d'un volume qui a pour titre : *Maçonnerie pratique, Cours d'enseignement supérieur de la Franc-Maçonnerie, édition sacrée, publiée par un profane* (1). Nous ne savons qui est ce profane; mais il est singulièrement instruit de tous les secrets réservés aux affiliés.

Il s'est surtout appliqué à dégager, du fatras d'un symbolisme ridicule, la conception morale et politique qui inspire et domine l'action sociale de la franc-maçonnerie. Il y parvient non pas en réclamant ou en raisonnant par voie d'hypothèse sur des faits douteux ou sur des renseignements contestables, mais en suivant pas à pas les cérémonies du rituel maçonnique, dans les différentes phases de l'initiation et jusqu'aux grades les plus élevés, en leur restituant leur primitive et véritable signification, en les commentant au point de vue de la raison et de la réalité historique.

L'effet de cette simple analyse est foudroyant. Le lecteur suivant jusqu'au bout cette relation fidèle et officielle des étapes que parcourt un franc-maçon avant de parvenir à l'initiation complète, à la pleine lumière, à cette perception nette du but satanique de la secte qui provoque chez les uns, chez les sceptiques du tempérament de M. Andrieux,

par exemple, des éclats de rire forcé, et chez les autres, chez les fanatiques du tempérament des Madier-Montjau et des Langlois et des Raspai, des accès d'hystérie révolutionnaire, le lecteur du volume qui nous occupe, disons-nous, ne peut plus douter que les doctrines révolutionnaires aient, aussi bien que les doctrines organiques sur lesquelles s'est fondé le monde chrétien, leurs traditions ininterrompues, substantielles, permanentes depuis l'origine des transformations d'où sont sorties les nations modernes. Il ne peut plus douter que, depuis l'heure précise où le monde païen a cessé d'être, la cité maudite ait coexisté à côté de la cité bénie, et que la première ait eu et gardé son organisation, son fonctionnement occultes, de tout temps, sous tous les régimes et à travers toutes les périodes.

Sans doute, il est important de faire remarquer que jusqu'à l'époque moderne, la franc-maçonnerie dans la lutte qu'elle soutient contre la civilisation chrétienne a été constamment vaincue; qu'elle a travaillé pendant dix-huit cents ans en pure perte et que ce n'est qu'au bout de ce cycle d'années qu'elle a remporté une victoire que les précédents et la raison nous autorisent à considérer comme passagère. La cité maudite a été constamment réfrénée et dominée par la cité bénie; soit ! Mais elle ne s'est pas moins maintenue, toujours armée et toujours agissante, ne se rebutant à la suite d'aucun échec, et finissant par obtenir ce triomphe temporaire et scandaleux auquel nous assistons actuellement.

S'il est encore des philosophes qui s'inquiètent des signes des temps, il nous semble qu'ils doivent être émus de ce-lui-là. Une Société secrète qui, depuis le commencement de la période moderne, a déclaré la guerre à Dieu, à la foi religieuse, aux principes d'ordre social, à la morale chrétienne et à la liberté — car les doctrines maçonniques sont essentiellement anti-libérales — nous pourrions le démontrer. — Cette société secrète a eu, pendant des siècles, le dessous dans les combats qu'elle a livrés aux principes et aux idées qu'elle veut détruire, et tout à coup elle triomphe; tout à coup elle absorbe le pouvoir; elle place ses agents à la tête de l'Etat; tout à coup elle menace sinon d'absorber, du moins d'asservir le monde. La constatation de ce fait n'est-elle pas la condamnation de l'époque où il se produit et de la génération qui le laisse s'accomplir ?

Tels sont les problèmes qui soulèvent le livre qui nous occupe. Nous les soumettons à nos lecteurs comme la confirmation des observations que nous leur avons déjà présentées sur ce même sujet, et nous concluons aujourd'hui comme nous avons conclu il y a deux ans : *Et delenda Carthago*. Il faut détruire la cité maudite; il faut détruire la franc-maçonnerie.

M. Francis Charmes n'ayant pas été réélu député, on le nomme directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères.

C'est l'usage des républicains de ramasser ainsi ceux que le suffrage universel abandonne et de les consoler par de bonnes places. Ceux qui en profitent trouvent que c'est charmant; quant au suffrage universel, les républicains montrent de cette façon qu'ils ne s'en tiennent à ses arrêts qu'autant que ces arrêts leur plaisent.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

La séance qu'a tenue, jeudi, la Conférence à Constantinople, séance qui a été fort longue et dans laquelle le représentant de l'Angleterre semble s'être rapproché un peu de ses collègues, devait avoir une importance exceptionnelle, presque décisive, selon les gens qui passent pour bien informés. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être un homme d'Etat expérimenté, un profond « politicien », ou même un grand clerc pour déclarer qu'il ne devait pas sortir grand chose de ces pompes promises. La Conférence ne pouvait et ne pourra rien faire, en réalité. Ces sortes d'assises diplomatiques, on le sait, ne sont pas des assemblées ordinaires, où la « majorité des voix » se compte. C'est l'unanimité, seule, qui leur permet de prendre des décisions; et celle-ci est impossible, dès l'instant où l'Angleterre n'est pas tout à fait d'accord avec les trois empires de l'Est. L'éloignement est sans doute moins complet qu'à l'origine; mais, enfin, il n'est pas encore absolu, et ce n'est pas suffisant pour arriver à la solution voulue.

Quelles sont les raisons qui ont causé le désaccord ? Il serait aussi inutile de le dire. Le fait existe, c'est le point important, et il suffit pour paralyser l'action des ambassadeurs à Constantinople, que ceux-ci forment une « réunion » comme hier, une « Conférence » comme aujourd'hui, ou un « Congrès » comme demain lundi. Est-il possible que le cabinet de Londres, en adoptant la ligne de conduite qu'il a choisie, dès l'origine du conflit, ait eu un plan arrêté; que ses vues aient été aussi profondes qu'habiles, ou machiavélistes même, si l'on veut; ce qui reste certain, c'est qu'il a tout entravé, tout empêché, et que c'est lui seul, aujourd'hui, qui

est la cause de tous les événements graves qui se produisent en Orient. Est-ce la guerre qu'il cherche avec la Russie, tout en parlant de son ardent désir de la paix ? Désire-t-il profiter de la réouverture de la question d'Orient pour imposer au Sultan certaines solutions que celui-ci aurait refusées sans cela ? Veut-il opérer une diversion habile pour glisser son arrangement égyptien ? On ne saurait l'affirmer, mais on peut tout admettre de la part des hommes d'Etat anglais, qu'ils soient, d'ailleurs, whigs ou tories. C'est même là leur grande force et ce qui explique leur succès.

Autrefois, la France faisait un utile et puissant contrepois à la diplomatie britannique. On sait le rôle prépondérant qu'elle jouait alors dans les conseils de l'Europe, mais à l'heure qu'il est, son action ne s'exerce plus nulle part, et à Constantinople moins qu'ailleurs.

C'est, hélas ! un résultat bien triste à constater; on ne saurait pourtant le nier, et M. de Freycinet, qui met au moins de la dignité à défendre la déplorable situation dans laquelle se trouvent nos affaires extérieures, le sait mieux que personne. Si M. Brisson avait été moins nul, il aurait compris le fatal héritage qu'on lui faisait accepter, et il aurait nettement séparé, dès le premier jour, son action de celle de son funeste prédécesseur; mais il a trouvé plus commode de ne rien faire et de ne rien dire, et s'il a tout aggravé à l'intérieur, il a également tout compliqué à l'extérieur par sa politique louche, dilatoire et équivoque.

La Porte est trop enchantée de la lutte sanglante à laquelle se livrent les deux provinces qu'on lui a arrachées, pour vouloir intervenir entre elles. Que ce soit le roi Milan ou le prince Alexandre qui sorte vainqueur de la guerre, peu lui importe ! Quant à l'Europe, que ferait-elle ? Je crois qu'elle n'en sait rien encore elle-même, et c'est pour cela que je n'ai cessé de vous répéter, tout en faisant la part de l'esprit de conciliation et du désir de paix général : « La question d'Orient est la véritable bouteille à encre de la diplomatie, et tout peut en sortir ! » Ça qui était vrai alors l'est encore maintenant, et le sera tout à fait dans l'avenir, et un avenir qui pourrait être prochain.

Une seule chose est positive, c'est que le besoin de la paix s'impose partout et que l'Europe fera tous ses efforts pour la conserver. Il ne faudrait cependant pas prendre ce désir ou cette nécessité pour une certitude. C'est une espérance sérieuse, une probabilité incontestable, ce n'est pas une garantie.

On annonce que M. Jules Grévy, aussitôt qu'il sera réélu président de la République, adressera un Message aux Chambres.

M. Grévy, la France le sait, n'a pas la vieillesse bavarde; il laisse volontiers les autres parler et écrire, se contentant d'opiner du bonnet, quand toutefois il opine. — Mais une réélection à la présidence de la République sera un événement si colossal, qu'il ne saurait guère se dispenser de sortir de sa réserve pour une aussi grande circonstance.

C'est, d'ailleurs, sans excès d'impudence qu'il faut attendre ce Message. On devine assez aisément ce que ce morceau de littérature politique pourra contenir : M. Jules Grévy, comme un bon et doux chef du pouvoir exécutif, témoignera sûrement le désir d'épancher sa joie dans le sein de tout le monde, sans en excepter Mlle Louise Michel, et, en conséquence, il réclamera l'amnistie; ce sera une pierre dans le jardin de M. Brisson que l'amnistie épouvante.

Ensuite, comme M. Brisson a demandé la concentration des forces républicaines sans pouvoir l'obtenir, M. Grévy la demandera à son tour. — Il ne l'obtiendra pas davantage, mais il aura du moins le plaisir de désoliger M. le président du conseil : On fait ce qu'on peut.

ÉCHOS

La commission mixte, nommée par l'Académie des beaux-arts, a présenté hier ses candidats pour le fauteuil d'académicien libre, laissé vacant par le décès de M. Perrin. Ce sont MM. Duplessis et de Rothschild.

MM. de Rothschild frères ont envoyé hier 10,000 francs à M. Alphonse, président du Comité de direction des fêtes de l'industrie et du commerce, au profit des pauvres de Paris.

Annouons à ce propos que la souscription marche admirablement et qu'elle se monte déjà à près de trente mille francs.

Le conseil d'administration de la Caisse des victimes du devoir vient d'adresser une somme de cent francs à M. Daguet, ancien pompier, grièvement blessé dans un incendie à Brecey (Manche), et à M. Gauchot, garde forestier communal, grièvement brûlé aux deux jambes dans l'incendie des bois d'Yverroie (Yonne).

M. Guillaume vient de terminer sa statue de Claude Bernard.

L'illustrateur physiologiste est représenté debout devant une table d'expériences sur laquelle est attaché un chien. Le savant est dans l'attitude de la réflexion, la tête inclinée, l'index au menton.

Cette statue sera placée au haut du

grand escalier qui mène au Collège de France.

Une dépêche de Rome annonce que l'ex-gérant de feu le *Journal de Rome* vient d'être condamné, aux assises, à trois mois de prison et 500 fr. d'amende pour six articles de M. des Houx.

M. Louis Enault vient d'avoir la douleur de perdre son père, âgé de quatre-vingt-quinze ans.

Nous adressons à notre sympathique confrère, M. Louis Enault, l'expression de nos vives condoléances.

Nous apprenons la mort de Mgr Guillois, archevêque de Port-au-Prince. Le vénéré prélat était originaire du Morbihan, sa mort est une grande perte pour l'église d'Haïti. Mgr Guillois était un administrateur très habile et très expérimenté; depuis seize ans, il était évêque de Port-au-Prince.

L'Académie française tiendra ses séances publiques annuelles, jeudi 26 novembre, sous la présidence de M. Maxime Du Camp.

Voici l'ordre des lectures :

Rapport de M. le secrétaire perpétuel sur les concours de l'année 1885;
 Lecture de fragments de deux pièces de vers qui ont rapporté chacune un prix de poésie, dont le sujet était : *Sursis cordis*;
 Discours de M. le président sur les prix de vertu.

M. Isidor, le respectable grand rabbin de France, ne va pas rentrer cet hiver à Paris.

Sur l'avis formel de son médecin et cédant aux sollicitations de sa famille, inquiète de son état de santé, M. Isidor va passer l'hiver dans le Midi.

Cette nouvelle ne peut manquer d'intéresser vivement les amis du grand rabbin de France qui, quoique âgé de quatre-vingt ans, n'avait jamais, jusqu'à ce jour, cessé de vaquer à ses occupations religieuses.

L'anniversaire des batailles livrées à Champigny, en novembre et décembre 1870, sera célébré dans cette commune le dimanche 29 courant, à une heure précise.

Le cortège, sous la direction de M. Prévo-Rousseau, maire de Champigny, se formera, à une heure, devant la mairie, pour monter au monument funéraire et y déposer des couronnes.

M. Bartholdi, le sculpteur très connu, et Mme Bartholdi sont arrivés le 4 novembre à New-York, sur l'*America*. De nombreux amis, parmi lesquels M. Rudler, secrétaire des fonds du piédestal, les attendaient au débarcadere et leur ont fait une chaleureuse ovation.

L'éminent sculpteur a dit à un reporter new-yorkais qu'il venait s'entendre avec le général Stone sur certains détails du montage de la statue.

M. et Mme Bartholdi retourneront à New-York pour assister à l'inauguration de la statue de la Liberté quand son érection sera terminée.

Le président du syndicat général de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, accompagné d'une délégation des chambres syndicales, s'est rendu hier matin chez M. de Brazza, pour le féliciter des conquêtes pacifiques qu'il a assurées à la France, et le convier à une fête que les chambres syndicales veulent donner en son honneur, dans leur hôtel de rue de Lancry.

M. de Brazza s'est excusé de ne pouvoir, pour le moment, accepter ce témoignage sympathique du commerce parisien. Il a annoncé son prochain départ pour la Vénétie, où il va se reposer de ses fatigues au milieu de sa famille.

La ville de Clermont-Ferrand possède le doyen des ouvriers typographes de France; c'est M. Hervier, âgé de quatre-vingt-trois ans, compositeur dans l'imprimerie Thibaud depuis 1825. Il est né à Riom le 17 février 1802. Il travaille assidûment, — n'a jamais été malade.
 Dans la même imprimerie, le prote, M. Lefebvre, beau-frère de M. Hervier, a soixante-dix-huit ans.

Les Fournitures militaires

Nous avons eu malheureusement trop souvent l'occasion de protester contre les déplorables agissements du ministère de la guerre en ce qui concerne les fournitures de l'armée, agissements qui consistent à s'adresser à l'étranger plutôt qu'en France. Or, il vient de se produire à nouveau un fait qui provoque justement le mécontentement des producteurs français.

Il s'agit de l'achat par adjudication de conserves de viandes de la Plata. Aux observations que ce marché a soulevées, il a été répondu par une note officieuse dont voici la substance :

Tous les soumissionnaires participant aux adjudications ouvertes par le ministère de la guerre sont Français, c'est une clause du cahier des charges; quant à la provenance des produits présentés par les adjudicataires, c'est une autre question.

Autrefois, l'administration militaire procédait, d'une façon générale, par voie d'adjudication; toutefois, à titre d'exception et quand elle y trouvait avantage, elle traitait de gré à gré avec les producteurs. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi.

Ce se souvient, en effet, que, M. Casi-

mir Perier étant sous-secrétaire d'Etat à la guerre, la commission parlementaire de l'armée et la commission du budget insistent vivement pour que tous les marchés eussent lieu par adjudication, dans l'intérêt du Trésor. L'administration de la guerre s'est conformée à ce vœu, et depuis lors tous les marchés ont lieu par soumissions cachetées.

Le Temps ajoute :

« Dans ces conditions, le rôle des commissions militaires se borne à constater si l'adjudicataire est Français et si la qualité des produits offerts par lui répond aux conditions requises par le cahier des charges; leur pouvoir ne peut aller jusqu'à rechercher la provenance de ces fournitures.

Quant aux adjudicataires, ils se préoccupent surtout de trouver des produits qui, par leur bon marché, ont aux qualités requises, leur permettent de soumissionner avec avantage. C'est malheureusement trop souvent à l'étranger qu'ils rencontrent l'assemblage de ces diverses conditions ».

Ces explications ne sont pas acceptables. Nous constatons d'abord que c'est à M. Jean Perier, dit Casimir, que cette situation est due, et que l'ex-sous-secrétaire d'Etat à la guerre a une singulière façon d'entendre les intérêts français.

Nous dirons ensuite : C'est l'administration de la guerre qui rédige les cahiers des charges, elle a donc le droit de stipuler que les fournitures seront d'origine française et provenant d'un centre correspondant à la division militaire où le corps d'armée à alimenter se trouve.

Par exemple, comme le dit avec raison la République française, « que les avoies nécessaires à l'artillerie et à la cavalerie du 8^e corps soient tirées de la Sollogne; que les conserves doivent avoir été fabriquées dans une usine établie au chef-lieu de la région, sous les yeux d'un représentant de l'intendance chargé de s'assurer de la qualité des viandes, qui devront provenir de bœufs du Berry, par exemple, pour la livraison à faire à Bourges ».

Le premier devoir de l'administration de la guerre, disons mieux, du gouvernement, est de favoriser la production française; c'est une question de patriotisme et de sagesse politique.

On cherche, dit-on, les intérêts du Trésor, et tant pis si les producteurs français ne peuvent pas lutter contre la concurrence étrangère.

Mais à qui la faute, sinon à la situation désespérée qui est faite aux agriculteurs écrasés d'impôts? Dégrever notre agriculture et vous la mettez en état de lutter avec l'étranger; et, d'ailleurs, est-ce que la prospérité du Trésor n'est pas intimement liée à la prospérité agricole, industrielle et commerciale du pays?

Mais il y a autre chose. Que sont les garanties qu'offrent les producteurs étrangers, comparées à celles que donnent les producteurs français?

Prenez les conserves de viandes, par exemple. Qui vous dit que les boîtes expédiées de la Plata seront mangeables? Vous avez ou des échantillons, mais qui garantissent que les fournitures seront de qualité semblable? Rien, ni personne, puisqu'elles sont fabriquées en dehors de tout contrôle!

Le fait est si vrai, que déjà l'Allemagne et la Belgique ont renoncé à acheter des conserves à Chicago et dans la Plata.

Elles s'adressent à leurs nationaux. Pourquoi n'en ferions-nous pas autant? Est-ce que dans nos contrées d'élevage, si les débouchés étaient assurés, il ne s'élèverait pas bien vite des usines ad hoc?

Enfin, les commissions militaires doivent-elles donc obéir à de simples vœux? Quand il s'agit de questions aussi importantes, c'est avant tout l'intérêt national qu'il faut voir, et c'est manquer de patriotisme que d'agir autrement.

JOURNAUX ET REVUES

Le Mot d'Ordre tient décidément à prendre la tête des journaux violents, de parti pris, partiaux jusqu'à l'inhumain. Tout ce qui est conservateur doit disparaître, être anéanti sans pitié. Viennent d'autres journaux de l'Abbaye ou de Mazas, et on le verra à l'œuvre.

C'est du moins ce qu'il est permis d'inférer de son article d'aujourd'hui contre la minorité conservatrice; cette minorité qu'il faut déshonorer avant de la gorgier, selon l'heureuse expression d'un nouveau député de la gauche :

Tous les problèmes politiques pendant ne peuvent avoir de solution, à raison de la menace suspendue par la réaction grandissante contre la République. Il faut défendre d'abord la République, la mettre hors du pouvoir des monarchistes, la perfectionner; la bouleverser ne viendra qu'après.

Si M. Brisson veut entreprendre une lutte vigoureuse et sans merci contre les ennemis de la République, qu'il écarte un million et demi aux élections de 1881 et qui sont aujourd'hui chiffrés à cent millions, il trouvera en nous et nos amis une majorité compacte, énergique, qui se grossira forcément tous les jours.

Nous ferons humblement observer au Mot d'Ordre que l'on ne fait pas disparaître trois millions d'électeurs comme une mouscade.

Toutefois, cette déclaration sauvage est à enregistrer. Voilà qui est convenu : ne songeons pas aux affaires, guerre sans merci aux conservateurs.

Ne songeons pas aux réformes; guerre sans merci aux conservateurs.

Ne songeons ni aux économies, ni à l'honneur national, ni à l'industrie, ni à l'agriculture, ni aux impôts.

Ne songeons qu'à faire la guerre aux conservateurs, guerre sans merci, après quoi nous bouleverserons tout.

Sous ce titre : « Quand il sera ministre » le National publie l'entreffilet suivant :

Quand il sera ministre, M. Clémenceau sera évidemment plus réservé qu'il ne l'est aujourd'hui. Déjà son journal avoue qu'il est nécessaire de faire des concessions aux modérés. Mais il faut reconnaître que la tâche n'est pas aisée, étant données les engagements pris par le chef de l'extrême-gauche, il y a à peine trois mois. Pour que nos lecteurs se rendent compte des difficultés de l'entreprise, nous continuons à reproduire deux paragraphes du programme publié par le comité départemental de la rue Cadet, en septembre dernier, sous la présidence de M. Clémenceau :

Liberté individuelle.

Liberté de parole, de presse, de réunion et d'association, garanties par la Constitution comme droits naturels et inaliénables. Abrogation de la loi contre l'Internationale.

§ 4
Séparation des Eglises et de l'Etat. Suppression du budget des cultes. Les curés soumis au droit commun. Reprise au clergé des biens dits de main-morte. (La suite à demain et jours suivants.)

La séance de la Chambre

La majorité a pris hier sa première et courageuse revanche contre les entreprises factieuses du suffrage universel, qui, dans le tiers de la France, s'est permis de nommer des députés conservateurs. C'est sur le département de l'Ardennes que ce premier exemple a été donné. Les députés élus, MM. Prax-Paris, Trubert, Arnaud et Brunet l'ont emporté de 3,500 voix sur leurs concurrents républicains. Le bureau, en présence de cette majorité, n'avait pas attaché d'importance aux quelques protestations qui lui étaient parvenues, et avait conclu à la validation.

On a, parait-il, trouvé de nouvelles pièces, au ministère de l'Intérieur, sur l'attitude des fonctionnaires et des membres du clergé. Le préfet a recueilli un dossier qui a été communiqué à M. Salis, chargé d'attaquer l'élection. Ce député de l'Hérault a invoqué trois ordres de faits : des distributions d'argent, l'influence des fonctionnaires et celle du clergé. Il a invoqué, notamment, des paroles qui auraient été dites en chaire par quelques curés contre les candidats républicains.

Le rapporteur, qui appartient aussi à la majorité, a répondu que les faits allégués n'étaient nullement justifiés, qu'il y avait aucune trace de l'ingérence abusive des fonctionnaires dans l'élection, et que celle du clergé, si elle avait existé, avait été beaucoup moins dans ce département que partout ailleurs. Ce témoignage peu suspect, du rapporteur, pouvait paraître décisif. Il n'en a rien été. M. Paul Bert a appuyé la demande d'invalidation.

Il a déclaré, que du moment où l'on signalait l'action du clergé dans quelques communes, on avait le droit de conclure que cette action s'était exercée dans toutes les communes. Ce merveilleux raisonnement était irrésistible. Il créait un nouveau genre d'invalidations, les invalidations par supposition. On a été aux voix et les élections de l'Ardennes ont été cassées par 305 voix contre 243.

Cette invalidation, pour des motifs aussi insignifiants, fut, indique aussi assez dans quel esprit se trouve la majorité à laquelle on avait eu le tort de prêter des sentiments de loyauté et de justice. L'arbitraire, le bon plaisir, l'abus de la force, la satisfaction de ses rancunes, tels sont ses guides et ses mobiles. Heureusement, le mouvement conservateur ne peut que recevoir une nouvelle impulsion de ces attentats contre son souverain, et le suffrage universel saura rendre à la majorité le soufflet qu'il a reçu d'elle.

Dans les Côtes-du-Nord, la majorité des conservateurs est de 30,000 voix. Ce chiffre avait paru respectable au bureau et le rapporteur, tout en gémissant avec naïveté sur ce résultat, sur les mœurs électorales qui l'avaient produit, avait conclu à la validation. Un député, dont le nom est bien difficile à écrire et à prononcer, M. Vickersheimer, ne s'est pas résigné. Ces 30,000 voix de majorité ne lui disent rien, ou plutôt ne lui disent rien de bon. Il attaquera l'élection des Côtes-du-Nord. La discussion aura lieu lundi.

L'élection sera-t-elle invalidée? Tout est possible. Seulement trouvera-t-on des candidats républicains?

Très probablement on n'en trouvera pas qui se résigneront à courir à un échec aussi assuré. Et alors, au profit de qui s'exercera la candidature officielle? Que deviendront les instructions belliqueuses de la seconde manière de M. Allain-Targé? Ecartons cette sinistre perspective.

Les élections du Lot ont été validées sans discussion. On a remis à lundi le débat sur celles de Constantine.

Au cours de la séance, le ministre des finances a introduit en douceur une demande de crédit de 79 millions pour les dépenses du Tong-King et de Madagascar.

Soixante-dix-neuf millions! Ce sera le don de joyeux avènement de la majorité nouvelle.

Cette bombe éclate à propos pour servir les députés invalidés, ou à invalider, dans leur prochaine campagne électorale.

On a décidé que la commission serait de trente-trois membres.

L'élection des Vosges

La protestation suivante a été adressée par M. Le Febvre-Roncier, à M. Versigny, président du onzième bureau de la Chambre des députés :

Paris, le 13 novembre 1885.
A M. le Président du onzième bureau de la Chambre des députés.

Monsieur le Président,
J'ai été informé hier seulement par quelques-uns de vos collègues qu'il n'existait aucune protestation au dossier électoral du département des Vosges.

Je suis étonné de cet oubli commis par M. le préfet du département des Vosges.

En effet, le 6 octobre, c'est-à-dire dans les délais prescrits par la loi, une protestation que j'ai signée a été déposée à la préfecture d'Épinal.

J'ai l'honneur, monsieur le président, de vous en donner la teneur :

« Épinal, le 6 octobre 1885.
Monsieur le préfet,

Conformément au télégramme adressé hier, 5 octobre, à M. le ministre de l'Intérieur, nous venons protester contre la pression électorale et les détournements d'affaires, de circulaires et de bulletins qui sont produits avant et pendant les élections législatives du 4 octobre courant, dans le département des Vosges.

Nous faisons cette déclaration de protestation dans les délais exigés par la loi pour les actions en invalidation électorales, nous réservant de produire ultérieurement toutes justifications.

Agreez, monsieur le préfet, l'assurance de notre haute considération.

Par délégation des candidats du comité républicain démocratique.

Signé : Le FEBVRE RONCIER, CAMBIER.

Commela moralité d'une élection ne se

mesure pas au plus ou moins grand nombre de voix obtenues par les listes concurrentes, mais plutôt à la liberté pleine et entière du corps électoral dans la manifestation de sa volonté — et attendu que la suppression des affiches, des circulaires et des bulletins s'est produite dans près de 200 communes du département des Vosges — je vous prie, monsieur le président, de saisir le onzième bureau de la protestation déposée le 6 octobre, et sur laquelle il était du devoir des fonctionnaires de l'Etat d'appeler votre attention.

Veillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le FEBVRE RONCIER.

Le Patriote fait suivre ces deux lettres des réflexions suivantes :

Nous apprenons que cette lettre n'a pas été soumise assez à temps au onzième bureau de la Chambre, lequel comprend précisément M. Jules Ferry lui-même et son ami Gochery. M. Jules Ferry et ses collègues ont donc été validés sans qu'aucune chose s'élevât à la Chambre contre les agissements malhonnêtes de cette bande.

Le préfet des Vosges ayant manqué, dans cette circonstance, à la plus vulgaire loyauté, en ne communiquant pas une protestation aussi grave que celle qui lui avait été adressée à la date du 6 octobre, il ne reste au ministre de l'Intérieur qu'une chose à faire : révoquer ce proconsul trop parent des Ferry, et le confier à son collègue de la justice, qui le fera comparaître devant les tribunaux auxquels il a droit.

GAZETTE DE PARIS

Choses de Ménage

Il y a des époux jaloux en ce monde, n'est-ce pas vrai? Les maris surtout le sont tous plus ou moins, quand cela ne serait qu'en vertu de ces trois raisons : flatter leur femme, se donner l'air redoutable et n'être pas plus ridiculisé que l'usage le permet; car enfin, à ce dernier point de vue, tout être féminin ou masculin engagé dans les liens du mariage se voit prédestiné à jouer, tôt ou tard, une ou plusieurs fois durant le cours de son association conjugale, un rôle qui n'est pas fait pour lui plaire... entièrement. Heureusement, il ne connaît pas l'heure précise ni le jour exact de cette comédie accidentelle; et comme le mal qu'on ignore ne saurait être douloureux, il prend assez philosophiquement son parti de la fatalité.

N'allez pas croire au moins que je veuille parler de ces grosses et grossières infidélités dont les ménages honnêtes sont exempts... J'entends seulement ces occasions où par force, entraînement ou circonstance, l'un des conjoints se trouve malgré lui, mais sans trop de regret, en passe de flirtage, de galanterie... un peu plus accentuée que l'autre ne le désirerait.

Exemples : Monsieur voyage pour affaires. Il se trouve en chemin de fer vingt-deux heures de suite en face d'une délicieuse artiste qu'il a maintes fois chaleureusement applaudie sur la scène. Elle est montée après lui dans le wagon. Franchement, pouvait-il en descendre aussitôt?... la fuir?... Non, n'est-ce pas? Peut-on d'avantage demeurer près de deux fois le tour du cadran sans ouvrir la bouche?... Cela serait surhumain!... Eh bien! que voulez-vous? On a causé; on a même ri; on a buffé on a dîné côte-à-côte; on s'est prêtés les journaux; on a partagé un panier de fruits picorés en voiture.

On est le malin?... Ah! c'est difficile à préciser. Pourtant, il faut croire que cela n'est pas irréprochable, puisqu'en rentrant au logis, Monsieur se croit obligé de dire à sa femme : « Tu ne sais pas? J'ai voyagé pendant quelques instants avec Mlle X... tu te rappelles?... Elle l'avons vu jouer, le Petit Prince?... Elle n'est pas folle de jolies. Et puis, elle avait un parfum qui m'entraînait... J'ai été bien content quand elle est descendue!... »

Madame, de son côté, est allée aux bains de mer pour ses enfants. Elle est seule, c'est-à-dire flaquée de l'institutrice, des femmes de chambre — gardes du corps discrets et complaisants à l'excès. — Un beau garçon « qui adore les enfants » se lie avec les bébés pour arriver à la mère. Il les comble. Il fait avec eux des trous dans le sable qui le mettent aux pieds de cette dernière. Il a des yeux humides et sa parole est douce. Il s'épanche vers une sympathie subite... son cœur a été brisé!... un amour malheureux!... une ingratitude!... Celle qui l'écoute s'attendrit et trouve pour le consoler des mots cherchés au fond du cœur.

Tous les jours, on se voit, on se cause, on se livre. Le mois passe comme un soulier. On se sépare avec un courage triste. On ne se reverra sans doute jamais; cependant le souvenir ne s'effacera pas... Et Madame rentre au bercail. Comme elle n'a mis les pieds au Casino que pour conduire ses enfants à Guignol, Monsieur est enchanté. Il la reverra l'année prochaine à la mer.

Restent les secrètes sympathies qui l'on rencontre autour de soi journellement, que les circonstances empêchent de fuir, contre lesquelles il faut se défendre parfois héroïquement, surtout quand elles sont réciproques. Tel homme, si vertueux qu'il puisse être, ne saurait s'empêcher de constater que sa belle-sœur est mille fois plus agréable que sa femme; ou bien qu'un amie de la maison le « comprend » infiniment mieux!...

— Telle charmante et parfaitement honnête femme se voit l'objet de l'attention marquée d'un parent, d'un supérieur, d'un associé de son mari. Qu'y faire?... Son cœur ne s'alarme pas, car elle est sûre d'elle-même. Mais elle doit adresser et prudence subir une cour discrète pour éviter un scandale.

Ce sont là de ces petites choses de ménage que l'on ne se confesse ordinairement pas entre époux. Petits péchés, petites intrigues ou tentations n'ayant pas de suites nuisibles pour le repos et surtout pour l'amour-propre commun; le mieux est de ne pas les avouer.

Du reste, règle générale, jamais l'intérêt ne se défie de la personne dangereuse, et toujours sa jalousie s'égare sur l'innocent.

Un de mes amis fut ainsi la cause d'un trouble de ménage effroyable, pour une raison bien futile, et sans la moindre intention malveillante. — Pendant un séjour assez prolongé qu'il fit à Paris, il fréquentait une de ses cousines, mariée, à qui, sans façon, avec le bel aplomb d'une conscience pure et d'une amitié fraternelle, il allait demander à dîner une ou deux fois chaque semaine. Comme il ne voulait pas rester redevable de cette hospitalité, il s'annonçait par un bouquet, apportait tantôt des bonbons, tantôt une loge, et offrait à sa parente, au jour de

l'an, un bibelot de goût. Le mari voulut voir en cela de la galanterie. Il devint jaloux.

La jeune femme allait se décider à éloigner son cousin, quand soudain, sans rien dire, celui-ci disparut, ou plutôt cessa de venir. Pas un adieu! Pas un mot! Pas même le P. P. C. de la carte commémorative.

Cette disparition provenait-elle d'un caprice, de quelque aventure, ou de la discrétion du jeune homme éveillée par la froideur du mari?... La jeune épouse ne s'en inquiéta guère. Elle aimait sa tranquillité et ne se sentait pas fâchée de l'avoir retrouvée, même au prix d'une rupture avec son parent.

Des semaines s'étaient passées déjà depuis la dernière visite de mon ami, quand elle reçut de lui, à son grand étonnement, ce petit billet :

« Ma chère cousine,

Je vous remercie infiniment de l'intérêt que vous me témoignez.

» J'irai voir votre soir.

» Compliments bien affectueux.

» X... »

On entend d'ici la colère du mari :

— Tu lui as donc écrit? Tu ne pouvais pas le laisser en repos?... Il avait compris qu'il me déplaissait. Il restait chez lui... Tu as été le chercher... Ma parole! c'est inconcevable!

— Mon ami, je te jure...

Les protestations de la pauvre innocente, sa surprise, les explications du cousin quelques heures plus tard, la parole d'honneur même de celui-ci ne purent convaincre le mari, persuadé qu'un galant homme se peut parjurer pour défendre une femme.

L'orage fut terrible, et ses traces demeurèrent à jamais dans cet intérieur d'où la confiance se trouva bannie.

Et cependant, l'apparente coupable n'avait été que trop vertueuse; cet excès de rigueur dans ses principes avait causé tout le mal. Le cousin s'était forcément écarté de la maison pour la petite veillée de la saïssance brutale, le mettant à deux doigts du trépas, le condamnant à une longue et circonspecte convalescence. L'avait rayé pendant un temps assez long du nombre des humains circulants et agissants.

Redevenu valide et visible, il s'était très étonné du complet silence, de l'abandon d'une parenté qu'il regardait presque comme une sœur. Il avait alors rédigé et envoyé ce fatal billet, reproche ironique formulé avec la gaie bonté d'un aimable caractère.

Ce qui prouve qu'il faut tourner sept fois sa plume dans l'encrier avant de tracer un mot, et que les maris ne devraient jamais douter de leurs femmes.

GEORGES RÉGNAL.

Le gouvernement n'a pas renoncé à l'espoir d'obtenir du Saint-Siège que les deux diocèses coloniaux de la Martinique et de la Guadeloupe soient réunis en un seul et confiés à Mgr Carméné, l'évêque actuel de Fort-de-France.

Pendant ce temps, l'ancien aumônier de l'Ecole navale, Mgr Oury, qui fut préconisé par la promesse formelle du cabinet Ferry qu'un traitement convenable lui serait fourni, attend en France que cette question du siège de la Basse-Terre ait enfin reçu une solution.

Lorsque le Parlement supprima le crédit affecté à ce siège épiscopal, notre voix s'est élevée ici même contre cette façon de procéder et contre l'esprit détestable qui l'inspirait, mais nous avons eu même temps à regretter l'espoir que, tant que cette affaire ne serait pas définitivement résolue, le siège de la Basse-Terre ne serait pas pourvu.

La diplomatie de M. Jules Ferry réussit à persuader au Saint-Siège que si le gouvernement ne pouvait, de lui-même, établir un crédit, refusé par les Chambres, il pouvait du moins prélever sur d'autres chapitres du budget l'équivalent du traitement arbitrairement supprimé. C'est ainsi que le Vatican consentit à préconiser le nouvel évêque nommé de la Guadeloupe.

Cet engagement du cabinet Ferry ne l'ait que le cabinet Ferry; et, comme il était facile de le prévoir, le cabinet Brisson n'a pas tenu. Un ministre secrétaire, qui connaît les inextricables embarras de notre situation financière, ne pouvait laisser échapper une aussi belle occasion de plaider du même coup aux ennemis de la religion et aux dilapidateurs des deniers publics qui préchent aujourd'hui l'économie à tout prix.

La situation présente, la voici : l'évêque de la Basse-Terre ne peut partir, parce que, pour remplir sa charge, il lui faut de l'argent qu'il n'a pas, que le gouvernement refuse, et que les fidèles de la Guadeloupe ne peuvent fournir par voie d'oblations volontaires.

Supprimer l'évêché de la Guadeloupe n'est pas si facile à faire qu'à dire : C'est l'heure de mer séparer cette île de la Martinique; de plus, les visites pastorales qu'il faut faire à cheval par des sentiers impossibles absorbent largement toute l'activité d'un évêque, même jeune. Ces considérations pratiques ne sauraient, il est vrai, toucher les politiciens de la République qui ne connaissent que les déplacements commodes et gratuits.

Mais voilà la situation! Elle a été créée par le vote irrégulier du dernier Parlement. La nomination de Mgr Oury à Fréjus, dont on a déjà parlé, n'arrangerait rien, car il faudrait toujours finir par dire si oui ou non un diocèse régulièrement constitué peut et doit rester indéfiniment sans titulaire.

Quant à la suppression, il n'y a pas, croyons-nous, à y songer, les raisons qui l'ont fait établir étant les mêmes aujourd'hui que jadis.

Cette affaire de la Guadeloupe, sous quel que côté qu'on l'envisage et quelle que soit la solution qu'interviendra, nous paraît pleine de périls, car la solution du conflit constituerait un précédent invocabable contre les diocèses appelés par M. Paul Bert d'écarter non concordataires.

L'EXPLOSION DU QUAI DE LA TOURNELLE

M. Guillot, juge d'instruction, assisté de M. Evrard, commissaire de police, s'est rendu hier quai de la Tournelle, pour commencer l'instruction commencée sur les causes qui ont pu déterminer l'explosion de l'Alambic de la distillerie Joanne.

Une partie du matériel du laboratoire a été saisie, d'abord toutes les pièces de l'Alambic qui a éclaté, puis celles de l'Alambic placé à côté, et qui était chargé absolument de la même manière.

Le tout a été démonté en présence des experts et de M. Guillot, et a été transporté au laboratoire de chimie pour y être examiné.

Des ouvriers charpentiers ont été occupés toute la journée à étayer les plafonds et les murs, qui menaçaient de s'écrouler.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que l'état des blessés s'améliore de plus en plus et que même on espère sauver MM. Quot, père et fils, les seuls dont la vie a semblé en danger.

Faits divers

Un déplorable accident. — Ce matin, à huit heures et demie, M. l'abbé Girout, âgé de treize-sept ans, habitant Saint-Denis, sortait de la gare du Nord, lorsqu'il traversait la rue, une voiture de laitier, venant à fond de train, l'a renversé, et les roues du véhicule lui ont passé sur le corps. Relevé aussitôt et transporté dans une pharmacie du boulevard Magenta, on a constaté que M. Girout avait la jambe gauche et le bras droit fracturés, et une grave blessure à la tête. On craint également des lésions internes.

Sur sa demande, l'honorable prêtre a été reconduit à Saint-Denis.

Une dame Leroy, qui faisait partie des curieux qu'avait attirés cet accident, a été volée de son porte-monnaie, contenant 125 francs.

Rixe dans la plaine Saint-Denis. — Hier soir, vers neuf heures, une rixe a éclaté à la sortie d'un bal, avenue de la Chapelle, entre plusieurs ouvriers de différents métiers. Quelques-uns ont été grièvement blessés, entre autres un nommé Chérier, ouvrier tanneur, qui a été laissé inanimé sur le sol. Trouvé et relevé ce matin par des gendarmes, son état était jugé désespéré, il a été transporté à l'hôpital Saint-Denis où il a succombé peu après sans avoir repris connaissance.

M. Laval, commissaire de police, a ouvert une enquête.

Incendie par le pétrole. — Un incendie s'est déclaré rue Saint-Denis, 147, vers six heures et demie du soir.

A cette adresse habitent, au quatrième étage, les époux Lafontaine, marchands de quatre-saisons, qui ont deux enfants, l'un âgé de dix ans et l'autre de dix-huit mois. A six heures un quart, M. Lafontaine ramena ses enfants qu'il venait de promener, jusqu'à la porte de sa demeure; l'ainé monta sa petite fille pendant que le père allait faire une course.

Le petit garçon, rentré dans le domicile de ses parents, alluma une lampe à pétrole, coucha son frère dans son berceau et sortit un instant.

Lorsqu'il entra, la chambre était en feu!

Le pauvre petit appela au secours. Des voisins, suivis par trois gardiens de paix, montèrent aussitôt, enfouirent le feu, mais tentèrent vainement de pénétrer dans le logement incendié; la fumée était tellement épaisse, que déjà ils avaient beaucoup de peine à rester sur le pailleur pour jeter dans la chambre les seaux d'eau que l'on passait.

Les pompiers du poste de la rue Jeanne-Jacques-Rousseau arrivèrent.

La fumée étant devenue moins intense, un capot put entrer dans la chambre et enlever de son berceau le pauvre bébé à demi-asphyxié.

L'enfant fut transporté dans une pharmacie, où des soins empressés ne tardèrent pas à le ramener.

Pendant ce temps, on avait réussi à éteindre le feu.

Les dévaliseurs de villas. — Quatre malfaiteurs ont été arrêtés à Joinville-le-Pont, avant-hier, en flagrant délit de vol.

Ces individus avaient dévalisé une maison de campagne à Saint-Maur. Ils ont été surpris transportant des paquets volumineux provenant de leur expédition.

Ils ont été amenés devant le commissaire de police de la circonscription.

Ils n'ont pu nier la provenance des objets saisis en leur possession, mais aucun d'eux n'a voulu indiquer son domicile ni avouer son identité.

Ces individus ont été dirigés à Paris sur le Dépôt.

Un escroc. — De nombreuses plaintes étaient déposées depuis quelques jours au bureau de M. Mouquin, commissaire de police du quartier du faubourg Saint-Martin, contre un nommé Julien B..., représentant de commerce, demeurant rue Albouy.

Cet individu s'était fait livrer une énorme quantité de marchandises qu'il revendait à bas prix et, lorsque l'échéance des traites arrivait, il refusait de payer, sous prétexte de mauvaises affaires.

Un mandat d'amener a été lancé contre cet escroc. Mais, lorsque M. Mouquin s'est présenté à son domicile, il avait disparu.

Les escroqueries de Jules B... se montent à plus de 50,000 fr.

Suicide d'un enfant. — Un jeune garçon de treize ans, Victor P..., demeurant à Marcoussis (Seine-et-Oise), chez ses parents, avait manqué plusieurs fois l'école.

Son père l'ayant alors menacé de le faire enfermer dans une maison de correction, l'enfant sembla s'ennuyer et cessa pendant quelques jours de faire l'école buissonnière.

Mais, bientôt, il se lassa de cette assidue aux cours, et, ses sentiments d'indépendance reprenant le dessus, il se remit à passer dans les champs les heures des classes.

Le père l'appela et demanda au procureur de la République la mise en correction du petit vagabond.

Celui-ci, épouvanté, se rendit dans un bois voisin et se pendit à une branche d'arbre.

Un baiser en pleine gare! devant tout le monde! M. le président du tribunal de Dreux n'en revient pas!

— Vous avez embrassé Mme Penas devant tout le monde? s'écria-t-il.

— C'est que j'ai de l'estime pour elle, riposte avec conviction le territorial adulteré. Mais il paraît que ce réservoir (pas si réservoir que ça) avait des fautes moins vénielles que celle-là à se reprocher.

Il avait fait des promenades en fiacre avec Mme Penas, dans des fiacres que Richépin qualifie de hasardeux, et qui intriguent fortement le tribunal de Dreux. Ce tribunal — comprend-on cela? — voudrait absolument savoir ce qui s'est passé dans ces voitures particulières entre Mme Penas et M. Hauser. Et, bien entendu, c'est au cocher qu'il le demande.

— Comment se conduisaient-ils les prévenus dans votre voiture? interroge M. le substitut.

R. Mais je ne sais pas, moi, monsieur, je ne comprends pas...

Le président (solennellement). — Vous ne saisissez pas, en effet, la portée de la question. Se conduisaient-ils comme des gens mariés?

Le cocher (baissant pudiquement les yeux). — Je ne peux pas vous dire, monsieur, je suis célibataire. (Hilarité générale.)

Le tribunal de Dreux et, après lui, la cour d'appel de Paris, ont acquitté Hauser, faute de preuves.

Par exemple, la Cour et le tribunal n'ont pas été d'accord pour Mme Penas. Elle avait été condamnée d'abord à vingt jours de prison; elle a vu sa peine réduite à 200 francs d'amende.

Le drame du café de la Jeune France

Pierre-Albert Mathieu a été condamné six fois pour vol ou pour filouterie. Après être sorti, le 24 mai dernier, de la prison de Poissy, il entra au service de M. Flory, propriétaire du café de la Jeune France.

Le 30 juillet, à la suite d'une simple riposte, Mathieu répondit d'une manière tellement grossière à la caissière, Mlle Schneider, que M. Flory le congédia.

Il résolut immédiatement de se venger. Le lendemain, il attendit la fermeture du café, se mit aux aguets, et, lorsqu'il vit sortir Mlle Schneider, tira sur elle trois coups de revolver.

Le troisième atteignit Mlle Schneider au poignet. Mathieu comprit aussitôt l'erreur, et, de ces faits, devant la cour d'assises. Grâce à une habile plaidoirie de Me Rollet, Mathieu a obtenu des circonstances atténuantes.

La cour l'a condamné à huit ans de travaux forcés.

Amours russes

Quand M. Prudhomme s'écriait, en parlant des Russes :

« Mon Dieu! que ces gens-là sont de drôles de pistoliers! »

Il paraissait avoir une certaine connaissance du caractère moscovite.

Le fait est que ces gens-là ont des idées tout à fait différentes de nos idées de ces passions abracadabrantes, inouïes, où la fantaisie a outrance est partout.

Quand tout cela se complique de nihilisme, le sens commun perd absolument tous ses droits.

Demandez plutôt à M. Serge Podolski, docteur en médecine, professeur à la faculté de Kiev, qui, il y a dix ans, épousa une de ses élèves Nathalie Andrieu.

Ensemble les deux époux suivirent les ambulances russes sur les champs de bataille de Turquie, ensemble ils s'affilièrent aux sociétés nihilistes.

Ils voyageaient beaucoup, vinrent à Paris, puis s'établirent à Montpellier, où Serge Podolski pensait rencontrer un milieu plus favorable à ses études, qu'il poursuivait avec un acharnement maladif. Cette vie calme, retirée, ne convenait guère à la nature passionnée de Nathalie Podolska qui partit un beau jour pour la Russie, où elle prétendait faire de la propagande révolutionnaire.

Au contraire de son mari, qui comprenait seulement la propagande par la parole et la discussion, elle admettait seulement, elle, la propagande par le fait. Même elle se faisait une singulière idée des devoirs que lui imposait sa mission politique.

« En arrivant à Montpellier, écrivait son mari, elle m'a dit une masse de choses exorbitantes, entre autres qu'en parlant pour la Russie elle voulait avoir pleine liberté, que je dois lui donner le droit de prendre des amants si cela peut être utile à la cause de la révolution en Russie. Sur mon refus, elle m'a proposé le divorce en prenant tous les torts sur elle. »

Cédant aux instances de son fils, Mme Podolska mère se rend auprès de Nathalie et la décide à reprendre la vie conjugale.

Les époux se rencontrent à Genève où, le 3 octobre 1880, Nathalie met au monde son fils Alexandre.

La naissance de cet enfant semble réveiller les soupçons du mari et le détacher de sa femme.

Il écrit, le 21 janvier 1881 :

« Je ne ferai pas la moindre concession qui soit en désaccord avec les devoirs de la famille ou avec la dignité et les intérêts de mes enfants. Il m'en a coûté beaucoup de peine d'avoir le petit Alexandre chez moi. Mais premièrement je le considère comme mon devoir, car dans le doute il vaut mieux acquiescer qu'il coule que de punir un seul innocent. »

Peu de mois après, les époux reviennent à Montpellier; ils perdent successivement deux de leurs enfants sur trois, notamment le petit Alexandre; la séparation s'accroît de plus en plus entre les époux; enfin, en 1882, Serge est frappé d'aliénation mentale.

Sa femme le place à l'établissement d'aliénés de Pont-Saint-Esprit. L'état de surexcitation violente du malade lui commande, d'ailleurs, cette précaution; puis elle retourne en Russie, laissant à Mme Podolska mère, venue tout exprès de Kiev, le soin du malade.

Mme Podolska amène son fils à Paris, amélioré sur son état de santé. Sa bru, revenue en France, vient de temps à autre visiter son mari, vit d'une pension de 500 francs par mois que lui sert sa belle-mère. Tout semble donc pour le mieux, quand, à la suite de difficultés survenues entre les deux femmes, Nathalie Podolska se met en tête de recouvrer son mari, qui, entre temps, était retourné en Russie avec sa mère.

Après avoir adressé pétitions sur pétitions à l'ambassadeur russe à Paris, elle s'est décidée à engager la lutte devant le tribunal de la Seine, qui devra décider si les soins à donner à un malade reviennent de droit à sa mère ou à sa femme.

L'affaire est venue hier devant la 1^{re} Chambre du Tribunal civil de la Seine.

Me Adrien Bonhours et Me Laustinau ont plaidé cette curieuse affaire.

M. le substitut Falcimaigne a conclu au rejet de la demande.

A huitaine pour jugement.

REVUE FINANCIERE

Comme nous l'avions fait pressentir dans notre Revue financière de dimanche dernier, la réaction exagérée de l'annonce de l'entrée en campagne de l'armée serbe avait été l'occasion n° 1 pas duré, et dès la première bourse de la semaine on a vu se produire une certaine reprise sur les bas cours cotés à la fin de la semaine précédente.

Il est intervenu par la suite d'assez nombreuses fluctuations en sens divers, mais c'est en somme la hausse qui l'emporte et ce sont des différences en plus que nous avons à constater aujourd'hui sur toutes les valeurs, pour quelques-unes même ces différences ont une certaine importance.

Et cependant les hostilités continuent dans la presqu'île des Balkans; mais la bonne tenue des marchés financiers des pays intéressés plus directement que nous dans le conflit engagé a exercé une influence favorable sur notre place, en donnant à penser que l'on comptait généralement sur une intervention prochaine et énergique des grandes puissances en vue du rétablissement de la paix.

Sans être trop optimiste, il est permis d'espérer qu'en effet l'accord des puissances européennes pourra prévenir les graves complications dont la querelle entre Serbes et Bulgares menaçait d'être le point de départ, et, si cet espoir se réalise, il est incontestable qu'il en résultera un notable apaisement des inquiétudes que provoque en ce moment la situation politique extérieure.

Mais, même dans cette hypothèse, il

ne faudrait pas perdre de vue que les préoccupations causées par notre situation intérieure, tant au point de vue politique qu'au point de vue financier, n'ont malheureusement pas diminué d'intensité et que, dans ces conditions, pousser les cours de la plupart des valeurs (sauf ceux de quelques titres de premier ordre qui ne sont pas encore à leur prix) au-dessus du niveau actuellement regagné serait peut-être imprudent.

L'argent disponible n'a pas cessé d'être fort abondant, il est vrai, et ce serait là assurément un important élément de hausse si l'on n'avait pas à compter, à l'intérieur, avec les embarras politiques et financiers auxquels nous venons de faire allusion et qui ne sont que trop connus.

Nous persistons donc à recommander aux spéculateurs, aussi bien qu'aux capitalistes, de ne pas tomber maintenant dans un excès d'optimisme non moins nuisible à la stabilité du marché que le pessimisme exagéré auquel ils s'étaient laissés aller il y a huit jours, et notre avis est qu'à moins d'incidents imprévus et d'une réelle gravité à l'intérieur ou à l'extérieur, le maintien des prix actuels est parfaitement justifiable.

Mais, nous le répétons, pour conserver à notre marché financier une stabilité indispensable au développement d'une fructueuse campagne d'affaires, il est absolument nécessaire de consolider les résultats obtenus avant d'aller plus loin.

Si l'on avait agi dernièrement avec cette prudence il est fort probable, pour ne pas dire certain, que la secousse éprouvée par le marché à la nouvelle du commencement des hostilités dans les Balkans eût été beaucoup moins violente.

Fonds d'Etat français et étrangers

La reprise que nous avons à constater sur nos Rentes, d'une manière à l'autre, n'est pas inférieure à 50 centimes pour chacune d'elles; nous laissons, en effet, le 3 0/0 à 80 fr. 05, le 4 1/2 0/0 à 108 25 et l'Amortissable à 81 75.

Les raisons que nous venons d'exposer nous font trouver suffisante, pour le moment, l'avance regagnée par nos fonds publics.

A 96 25, son dernier cours, le 5 0/0 italien est en hausse de 1 fr. sur sa clôture de samedi, c'est-à-dire que la dépréciation éprouvée il y a huit jours par cette valeur se trouve entièrement effacée. Il nous sera bien permis de rappeler que nous avions donné à prévoir ce résultat, en nous appuyant sur la situation toujours satisfaisante de l'Italie tant au point de vue économique qu'au point de vue financier, et nous pensons que la progression de la Rente italienne n'est pas terminée, alors surtout que moins de six semaines nous séparent du détachement de son coupon semestriel de 2 fr. 17.

Le Florin autrichien (or) à 87 1/2, le 4 0/0 hongrois à 80 1/4 et le 5 0/0 roumain à 100 1/2 sont à peu de chose près dans leurs prix du samedi précédent, prix que nous persistons à trouver quelque peu chers dans les circonstances actuelles.

On a fait dépasser un moment 57 fr. à l'Extérieure espagnole, mais elle a été ensuite ramenée au-dessous de ce cours qu'elle est parvenue toutefois à regagner en clôture.

L'espoir du rétablissement prochain de la paix dans la presqu'île des Balkans a profité aux valeurs ottomanes; le 4 0/0 turc, notamment, s'est avancé et reste à 14 40, regagnant 80 centimes d'une semaine à l'autre.

La Dette unifiée d'Egypte demeure très fermement tenue à 323 75 en clôture; son cours du samedi précédent était 316 25.

Nous dirons, à propos de la Dette unifiée d'Egypte, que les recettes des revenus affectés à son service, pendant la période écoulée du 25 avril au 25 octobre 1885, se sont élevées à la somme de 191,261,365 piastres turques. Sur ce montant on a, tout d'abord, prélevé les sommes nécessaires pour compléter les ressources propres à la Dette privilégiée, de

manière à assurer le paiement intégral du coupon de cette dette échéant le 15 octobre. Ce prélèvement s'est élevé à 11,892,792 piastres turques. Les revenus affectés à la Dette unifiée ont ainsi été ramenés à 179,368,563 piastres. Le coupon du 1^{er} novembre de cette dernière dette n'exigeant que 109,183,074 piastres, il y a eu un excédent de recettes de 70 millions 185,519 piastres. Comme on le voit, le paiement des deux coupons des Dettes privilégiée et unifiée a pu s'effectuer en laissant à la disposition du Trésor égyptien un solde assez important. Un tel fait prouve suffisamment, il nous semble, que l'Egypte est parfaitement en état de faire face au service de sa Dette; les titres de cette Dette sont donc actuellement au-dessous de leur valeur réelle.

Institutions de crédit

Après avoir fait 4800, la Banque de France reste à 4775, en légère avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre. Son dividende du second semestre de 1885 devançant, comme nous l'avons déjà dit, des plus médiocres, cette capitalisation nous paraît plus que suffisante.

Le Crédit foncier, qui avait fléchi un instant à 1255, s'est vivement relevé, et il reste tenu à 1320 au comptant en clôture.

Les bénéfices nets du Crédit foncier pour les dix premiers mois de l'exercice s'élevaient à 16,206,000 fr., en augmentation de 1 million sur la période correspondante de 1884, ce qui correspond à un excédent de dividende de 3 fr. par action.

Les obligations des divers emprunts du Crédit foncier n'ont rien perdu depuis la semaine dernière; elles ont sur nos Rentes ce grand avantage qu'elles ne sont nullement influencées par les événements politiques. Outre la solidité du placement, elles offrent les chances de très nombreux tirages, avantage très apprécié par l'épargne.

La Banque d'Escompte se maintient à 450. Elle résiste très bien aux agitations du marché; aussi, dès qu'il aura recouvré sa stabilité, l'action de cette Société se rapprochera du pair, soutenue par l'amélioration des valeurs italiennes et principalement des Méridionales italiennes qui ont encore devant eux une marge de hausse importante.

Nouvelle avance de 15 fr. sur la Banque de Paris, qui reste à 610. La Société Générale demeure invariable à 450.

Comme nous l'avons déjà dit, les actionnaires de la Société des Immeubles de France sont convoqués le 28 courant en assemblée générale extraordinaire, pour décider la réduction du capital de moitié et la libération intégrale des actions sans versement nouveau. C'est là, avec les résultats de l'exercice, une cause de relèvement des cours de ces actions cotées au environs de 400 fr. et qui valent réellement beaucoup plus par suite de la combinaison qui se prépare et des résultats bénéficiaires de l'année.

Assurances

Parmi les Compagnies d'assurances, la Foncière-Transports est assurément l'une de celles qui méritent le mieux d'attirer l'attention des capitalistes. En effet, cette Compagnie distribue depuis cinq ans des dividendes croissants. L'année dernière, ce dividende a été de 11 fr. et l'on a reporté à la réserve 200,000 fr., soit 4 fr. par action. L'exercice 1885 permettra de donner un dividende probablement plus élevé et de reporter un chiffre au moins égal. Dans ces conditions, l'action mérite certainement beaucoup mieux que le cours de 485 francs. A ce cours, le débours nécessaire par l'achat d'une action est de 110 francs, rapportant 11 0/0. Or, le revenu devant raisonnablement être capitalisé à 6 0/0, on voit quelle importante marge de plus-value ont devant eux les acheteurs aux cours actuels.

Chemins de fer

Bien que leurs recettes continuent d'être peu satisfaisantes, nos grandes lignes de chemins de fer voient leurs actions montrer beaucoup de solidité. Cette soli-

dité s'explique par le minimum de dividende que leur garantit l'Etat; mais comme ce minimum ne paraît pas pouvoir être prochainement dépassé, nous pensons que la capitalisation actuelle de ces valeurs est fort suffisante.

Nous devons constater, toutefois, que leurs derniers prix sont supérieurs à ceux du samedi précédent.

Nous laissons, en effet, le Lyon à 1227 50, le Nord à 1505, le Midi à 1165 et l'Orléans à 1312 50.

L'émission des 60,000 actions annuelles des Méridionales italiennes est ouverte depuis le 16 courant jusqu'au 16 janvier prochain. Avec cinq actions anciennes on peut souscrire au pair, c'est-à-dire à 500 francs, une action nouvelle. C'est dire que les actions anciennes reviennent, d'après les cours actuels, à 650 fr. environ. Avec la perspective du cours de 800 francs qui est virtuellement garantie par les sommes que l'Etat a à payer, les acheteurs ont à réaliser, on le voit, une plus-value que l'on peut estimer à 150 francs.

Les actions des Chemins de fer du Sud de l'Autriche (Lombards), variant en ce moment de 280 à 285, et rapportent 8 fr. par actions. Donc, pour une somme de 560 à 570 fr. représentant deux actions des Chemins de fer Lombards, on obtient un revenu de 16 francs.

Or, avec le même capital employé en actions de Chemins de fer autrichiens, on a un revenu de 25 à 30 fr. pour un capital de 550 fr., c'est-à-dire un revenu presque double pour le même capital.

Un tel avantage doit évidemment engager les porteurs d'actions des Chemins de fer du sud de l'Autriche à les vendre dans les cours actuels, pour les échanger contre des actions des Chemins autrichiens.

Les Chemins espagnols ont fait un nouveau pas en avant: le Nord d'Espagne s'est élevé à 436 25 et le Saragosse à 336 25.

Valeurs diverses

Le Gaz parisien fait 1400. Les diminutions de recettes éprouvées par la Compagnie et l'extension que prend l'éclairage électrique sont une cause de lourdeur pour cette valeur.

La hausse du Canal de Suez a fait de nouveaux et importants progrès: restée à 2035 il y a huit jours, l'action Suez s'est élevée à 2103 75 et demeure tenue à ce cours en clôture. Les recettes du transit augmentent beaucoup depuis quelque temps; la première décade de novembre a donné à elle seule une plus-value de 330,000 francs.

A 412 50, le Panama conserve toute l'avance acquise à la fin de la semaine dernière.

Les actions de la Compagnie générale des Omnibus se cotent de 1020 à 1025.

L'année dernière, le revenu des actions a été de 55 fr. avec de larges amortissements. Cette année, les produits de l'exercice 1885 permettront, grâce surtout à des économies très importantes, de distribuer au minimum 55 fr., comme l'année dernière.

La diminution des recettes atteindra probablement, pour l'exercice 1885, une somme de deux millions; mais, avec la base de 90 0/0 pour les charges de l'exploitation, cette diminution n'enlèvera aux 1,400,000 fr. d'économies réalisées qu'une somme de 200,000 fr. Il restera donc, en dehors du paiement du dividende de 55 fr., d'importantes ressources pour faire face à tous les amortissements nécessaires et aux travaux nouveaux.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société des Houillères de Dombrowa a eu lieu le 20 novembre, place Ventadour.

L'assemblée générale a approuvé les comptes présentés par le conseil d'administration et se soldant par un bénéfice de 506,248 fr. (Exercice 1884-1885).

L'assemblée a élu MM. le baron de Soubeyran et Micard, administrateurs sortants, et nommé MM. Calvé et Pernès commissaires pour l'exercice 1885-1886.

ble. Comment une revue ne serait-elle pas amusante quand elle réunit à son service des comédiens comme Montrouge, le roi des comédiens, comme Christian et Baron, Léonce, Lassouche et Hamburger, qui rivalisent de zèle et d'adresse pour exorciser le démon de la guigne. Mlle Jane May y suffirait à elle toute seule, car elle chante à ravir, et on a remarqué depuis longtemps qu'il n'y a rien de tel qu'une jolie voix pour chasser les démons.

Je sors de la représentation des *Jacobites*. Je serais inexcusable d'en parler au pied levé. Un drame de cette valeur, écrit en vers par un poète qui s'appelle Coppée, n'admet pas un tel sans-façon. Ce sera pour la semaine prochaine.

En attendant, je dois deux mots d'oraison funèbre à cette pauvre Nathalie qui vient, comme on dit, de se laisser mourir. Pendant de longues années sa beauté fit fureur, et même son talent. Avant d'entrer au Théâtre-Français, elle joua un peu partout et s'essaya dans divers genres. L'éclat de ses vingt ans lui permettait tout, car on ne vit jamais plus éblouissante jeunesse. Lorsque la rose se prit complètement épanouie, elle prit un embonpoint que l'on commençait à trouver agréable, et qu'elle finit sans doute par trouver embarrassant. Il ne la gênait pas outre mesure dans les rôles marqués où une certaine ampleur ne choque pas et ajoute naturellement à la gravité du personnage. Elle y excellait par sa bonhomie — qu'on me pardonne ce mot, un peu singulier quand il s'agit d'une femme; moins étrange à propos d'une grosse femme. Ainsi j'ai vu jouer la tante Tannepet de *Gabrielle*, et rarement on a mieux *tannepet* que Nathalie. Elle a pu remplacer, ça et là, Mme Allan et Mme Plessy: c'est tout dire. Sans avoir ni la noblesse de l'une, ni l'éclatante coquetterie de l'autre, elle avait sa rondeur, tempérée de finesse, qui était bien à elle, et originale. Au besoin, elle montrait bec et ongles. Je crois qu'elle aurait pu jouer *Célimène*; on l'appréciait davantage dans *Arsinoé*.

Il y a dix ans, elle prit sa retraite avec tous les honneurs de la guerre, et la voilà morte aujourd'hui! Un caillot de sang au cœur, et on étouffe. C'est ce que les médecins désignent sous le nom charmant d'embolie. Elle avait beaucoup vécu par le théâtre, elle en eut toujours plus que le théâtre n'en exige, et il lui en restait encore à un âge où on pardonne volontiers aux comédiennes de n'en plus avoir, quand on songe à tout ce qu'il leur a fallu perdre et quitter.

LES FÊTES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE PARISIENS

Nous rappelons à nos lecteurs que la souscription publique est ouverte, et que tout souscripteur d'une somme de 50 fr. recevra un coupon lui donnant droit à 400 francs d'entrée dans les diverses fêtes qui seront successivement données aux frais de la Société.

Les souscriptions sont reçues :
Aux bureaux du journal ;
Au siège de la Société, cabinet du directeur des travaux de Paris, à l'Hôtel de Ville ;
Aux bureaux des chambres syndicales, rue de Lancry, 10 ;
Et chez les trésoriers : M. Loiseau, 37, rue d'Aboukir ; M. Marguery, 34, boulevard Bonne-Nouvelle.
La souscription sera close le 23 courant.
Les recouvrements seront opérés à domicile par les soins des trésoriers.

LA PATE EPILATOIRE DUSSER

Pour de petites moustaches la boîte de 10 fr. suffit; pour des poils sur les joues ou au menton les dames ne doivent pas hésiter à prendre la boîte de 20 fr.; c'est, on peut dire, une dépense une fois faite, car les poils s'arrêtent plus vite que la paille, et le résultat est plus complet et plus rapide (contre nature).
Dusser, inventeur, 4, rue J.-J. Rousseau.

Bibliothèque classique du piano

Collection complète des 92 sonates de Beethoven, Clementi, Haydn, Mozart et Weber. 11 volumes grand format (1,700 pages), sur magnifique papier. Prix: 60 fr., payables 5 fr. par mois. — Librairie A. Pilon. A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

CHANTIER DU PRINCE-EUGENE

8, boulevard Contrescarpe (Bastille).
neuf soix. en 3 morceaux, 11 fr.
BOIS mis en cave, les 1,000 kilos, 53 fr.
Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

FRANÇOIS COPPÉE. Œuvres complètes.

Nouvelle et magnifique édition de bibliothèque en 6 volumes in-8° cavalier. Un très beau portrait de François Coppée gravé par Léopold Flameng, 10 dessins de François Flameng et 2 dessins de Tofani, gravés au burin par les meilleurs artistes.

L'édition complète est livrée immédiatement par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, pour 48 francs payables 5 francs par mois.

Menu du Jour

Potage julienne
Turbot saucé hollandaise
Filet de bœuf à la parisienne
Vol au vent de volaille saucée suprême
Oie farcie aux marrons
Salade escalote
Choux-fleurs crème et gratin
Palmiers glacés aux pistaches
Bombes Ceylan
CHAMPAGNE: GEORGE GOULET

MAISONS RECOMMANDÉES

Jarre
Arquebuser, 81, rue Lafayette.
A. Paradis des Enfants
186, rue de Rivoli.
Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.
L'Inventeur, carrossier, 105, avenue Malakoff.
Raymond, chambror
(Spéc. flanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Vierge.
A la Belle-Glance
Dent., — 2, rue Tronchet.
Soleaux, Pharmacien, 18, rue Royale.
Théâtre Français
Moulin bois courbé, 45, boulevard Poissonnière.
S. Beaugrenelle
Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

Feuilleton de la Patrie

DU 23 NOVEMBRE

REVUE DRAMATIQUE

Ambigu. — *Le Roi de l'Argent*, drame en trois actes et treize tableaux, de M. Paul Milliet, traduit et adapté de l'anglais, de MM. Jones et Hermann.

Variétés. — *Les Potins de Paris*, revue en deux actes et un prologue, par MM. N. P. Decourcelle et Albin Valabrègue.

La mort de Mlle Nathalie.

Je puis donc, pour une fois, tenir amplement ma promesse! Vous ne sauriez croire quelle joie j'en éprouve! Il m'est arrivé à plusieurs reprises, pressé et talonné par le temps, emprisonné surtout dans le cadre d'un feuilleton déjà trop plein, de ne pouvoir donner à l'analyse d'une pièce tout le développement qu'elle comportait. L'indiquais alors ma bonne volonté d'y revenir la semaine suivante, je m'en faisais presque un cas de conscience. Mais quoi! D'autres œuvres se présentaient dans l'intervalle, encore plus intéressantes puisqu'elles étaient plus actuelles. D'autres nécessités, d'ordre immédiat, s'imposaient au chroniqueur involontairement retardé. C'était fini! Il fallait sacrifier, oublier le passé en faveur du présent; et c'est ainsi qu'en regardant à l'honneur les tentatives la justice qui leur était due, je n'ai pas toujours réussi à leur consacrer autant de place qu'elles en eussent mérité. Aujourd'hui, je suis plus heureux. La pénurie relative d'une semaine qui s'annonçait comme un rabondissement opulente me permet de compléter ce que j'ai dit l'autre jour du *Roi de l'Argent*. J'y ai d'autant plus de goût que le succès qu'il obtient me laisse une absolue liberté.

Ce n'est pas un drame extrêmement original. Un joueur, Wilfrid Denver, ivrogne par surcroît, a mis sur la paille sa femme et ses enfants. Cependant, il les aime encore, et reste, sur ce point grave, à peu près honnête homme. On sent bien qu'il finirait fort mal — à Newgate, probablement — car il a tout ce qu'il faut pour aller très loin et même très haut, si une dernière épreuve, plus forte encore que les précédentes, ne lui donnait heureuse-

ment sur la tête le coup de marteau des grandes transformations. Dans un accès de fureur jalouse et alcoolique, il se précipite, le pistolet à la main, sur un gentleman qui a été autrefois son compétiteur, lorsque sa femme n'était encore que sa fiancée, et qui prétend rester son rival, aujourd'hui que sa fiancée est devenue sa femme. L'autre lui échappe; il le poursuite, et ne pouvant le rattraper, l'idée lui vient, sous l'inspiration du brandy, d'aller l'attendre dans sa maison. Mais, là, il rencontre des gens, comme il y en a beaucoup à Londres, qui s'attaquent aux coffres-forts dans l'obscurité, et qui, pour se débarrasser de ce gêneur inattendu, prennent le parti, après l'avoir terrassé, de l'endormir avec des compresses de chloroforme. Au moment même où le malheureux tombe anéanti sur le parquet, le propriétaire rentre et crie: Au voleur! Si bien que le chef de la bande ne trouve d'autre moyen de couper court à cette démonstration que de le tuer raide d'un coup de revolver.

Naturellement, tout conspire à accuser Wilfrid. C'est son propre revolver qui a servi; on l'a vu pénétrer dans la demeure de son rival; on a entendu ses menaces, et — chose curieuse — il s'accuse lui-même! Encore étourdi des fumées de l'ivresse, et sous le coup de la torpéur qui l'a envahi, il revoit comme dans un brouillard la scène terrible à laquelle il a été mêlé. Il ne doute pas de son crime, et convaincu maintenant de n'être plus qu'un infâme meurtrier, il se sauve, protégé par sa femme, infortunée Nelly, qui se figure, de son côté, être la femme d'un assassin. La police le poursuit, et ne perd sa piste qu'au milieu d'un horrible accident de chemin de fer. On le croit mort, et lui-même, dans un monologue qui est comme un des points culminants du drame, se proclame mort, pour recommencer, sous un autre nom, une vie d'honneur, de probité et de travail. Après quatre ans de séjour en Amérique, il revient avec la fortune d'un Vanderbilt, et on ne l'appelle plus que le « Roi de l'Argent ».

Cependant, la fatalité qui pèse sur lui n'a pas dit son dernier mot. La police le recherche toujours; il ne peut pas encore se faire reconnaître de sa femme et de ses enfants tombés dans une misère noire, et il lui faut se cacher pour venir à leur secours. Au dernier moment, un adroit détective lui met la main au collet, et il courrait grand risque d'être pendu si les vrais assassins ne se dénoyaient eux-mêmes et ne se vandaient réciproquement dans une de ces délicates querelles de famille où les complices d'un

crime finissent toujours par se trahir. Les forts opèrent seuls! Tout s'arrange, grâce à la bonne volonté qu'ils y mettent. L'innocence persécutée — un peu par sa faute — éclate enfin au grand jour, et joute, après tant d'épreuves, d'une délicate félicité.

Voilà le *Roi de l'Argent*! Il y a bien cinquante ans, voire un peu plus, que nos auteurs français font des drames sur la même donnée. Le fonds en est vieux, encore que la mine reste enripable. Le développement de cet anti-que sujet, tel que les deux auteurs

GAZETTE THÉÂTRALE

A L'ODÉON

C'est sans une certaine émotion que nous nous sommes rendus hier soir au second Théâtre-Français, pour assister à la première représentation des *Jacobiens*, drame en cinq actes de M. François Coppée, notre ancien et éminent collaborateur. Déjà avant son entrée dans notre maison, il nous était sympathique comme il l'est à tous, par sa personnalité simple, son grand talent et son amour du bien; puis notre attachement pour lui avait grandi, grâce à cette vie commune au cours de laquelle nous avons pu apprécier plus à l'aise les qualités d'esprit et de cœur qui le font aimer et estimer partout.

Dans les applaudissements frénétiques qui ont accueilli l'œuvre de ce grand poète, il y avait tout sentiment de l'admiration, mais encore une conviction et une sincérité qui en doublait le bruit et le prix.

Coppée est populaire, très populaire, et les braves de la dernière galerie payante étaient aussi unanimes que ceux de ses collègues, les académiciens, aux fanteuils d'orchestre; c'est que ses vers ont le privilège de toucher le cœur, et le cœur n'a pas de classe.

Donc, le second Théâtre-Français était hier dans son élément: c'était par excellence la soirée littéraire.

Soirée littéraire, soirée pendant laquelle les gourmets ont passé de bien excellents moments, en assistant à cette fête des lettres qui comptait comme collaborateurs l'esprit et le talent.

Le poète a tenu promesse, hier soir: il nous a même comblés, et, comme preuve de ce que nous avançons, nous n'aurons qu'à vous mettre tout à l'heure sous les yeux, chers lecteurs, les belles pages de ce grand drame qui s'impose à l'estime et à l'amour de tous les délicats, de tous les lettrés.

M. François Coppée, dont le succès a été si grand, a été bien secondé par M. Porel, son directeur et ami, par les artistes, les décorateurs et M. Lacoste, le dessinateur.

M. Porel, en effet, qui aime presque autant Coppée qu'il aime Lamour, le sympathique éditeur, a consacré tous ses soins à la bonne exécution de l'œuvre tant au point de vue littéraire qu'au point de vue matériel; il a lui-même travaillé aux décors et aux costumes, et n'a reculé devant aucune recherche, qu'il a su faire en érudit qu'il est. Il a choisi comme décorateurs Rubé, Chaperon et Jambon.

C'est ainsi qu'au premier acte nous sommes en pleine Ecosse; un superbe décor représente une église et un cimetière; il est d'un grand effet.

Le second, l'acte du camp, et le troisième, un intérieur, sont également fort soignés. A ces trois tableaux succède celui d'une chaumière; enfin, cette décoration, très bien trouvée, se termine par une cinquième: c'est une telle qui nous montre une famille à la mer au large. Elle produit avec raison un très grand effet.

Quant à M. Lacoste, c'est lui qui a son avantage de sa tâche, car tous ses costumes sont soigneusement dessinés. Il y avait aussi des débuts intéressants hier soir, nous ne parlerons que de deux. Celui de Mlle Mésa, une enfant de la salle, car elle a reçu le baptême sur la scène; elle est la fille de M. Mésa qui fut l'ami d'Alexandre Dumas; elle est lauréate du Conservatoire, tout comme Mlle Weber dont les débuts promettent beaucoup. C'est une étoile qui se lève.

A propos de cette sympathique jeune fille il y a une histoire vraie que je vais vous demander la permission de vous conter avec l'aide d'un de nos confrères du malin, auquel je laisse la parole:

« Le père de l'héroïne d'hier, sergent-major du bataillon de M. Lockroy pendant le siège, pris sur la place de la Bastille, le 26 mai, par les troupes de Versailles, fut fusillé dans un coin, près du parapet du canal.

« La mère seule, sans ressources, ayant à élever la bambine, a déjà jolies et matines apprenant à lire toute seule à quatre ans et s'amusant bientôt à écrire des lettres ».

« On a du courage, dans ce travail fatigant: la pauvre femme travaille, travaille; elle fait des couronnes de perles pour le cimetière qui n'est pas loin, et l'on vit, et l'on pare la gamine le dimanche et l'on veut qu'elle soit belle pour aller à l'école.

« Mais aussi que de joies donne l'enfant! Tous les prix, elle les enlève; on l'envoie dans les concours de la Ville de Paris, elle est classée première « même sur les inscriptions ».

« La fillette grandit, et la voilà prise d'une passion de lecture.

« A douze ans, elle passe les nuits à lire Jean-Jacques Rousseau. Elle s'oprend des tragédies grecques et se met à les réclamer. Puis elle ouvre Goethe, et la voilà saisi, ému, étonné.

« Je veux jouer cela!

« La mère a une horreur instinctive du

théâtre; pour ne pas encourager cette passion, jamais elle ne mène sa fille dans une salle de spectacle.

N'importe, la petite apprend toujours, bientôt elle sait des volumes de vers, et il faut qu'on l'écoute, et « quand elle lit pas Pauline, elle prend le chat et le chien, et c'est à eux qu'elle débite ses tirades ».

« Je voulais qu'elle fût institutrice, nous dit Mme Weber. La voilà comédienne! Hélas! vous avez peut-être raison, elle a sans doute du succès! »

Hier soir, nous avions mal vu cette jeune tragédienne et nous sommes allés dans sa loge, meuble d'une simple table en bois blanc et de deux chaises en paille; nous avons vu une jeune fille simple, aux yeux étonnés, bien émue de son succès!

« Eh bien, mademoiselle, êtes-vous contente? »

« Oui, monsieur, bien heureuse, mais ce n'est que la première étape! et le sens plus que jamais combien il faut que je travaille, aussi je te jure, j'y suis bien résoluement décidée! »

Telle a été la dernière pensée de Mlle Weber après son triomphe d'hier... c'est raisonnablement prouvé beaucoup en faveur de notre nouvelle et jeune tragédienne.

François Coppée, dans *Severo Torelli*, nous a fait connaître Albert Lambert fils, le vainqueur des *Jacobiens* nous a montré hier soir que tragédien d'avenir, Mlle Weber. C'est encore là un nouveau bon point de reconnaissance que nous sommes heureux de lui donner ici-même.

Et, maintenant que nous nous sommes occupés de tous, nous allons tenir parole! et nous terminerons donc par un extrait de cette grande et belle poésie (fin du premier acte).

Agus (Mouret-Sully) est au milieu de la foule qui exhorte à la bataille, puis, dans son emportement de patriote, il sort de dessous ses guenilles un drapeau...

Regardez tous... le mort se réveille!

Tous Un drapeau.

Angus Oui, le nouveau drapeau, rouge avec la croix

[blanche].

Le drapeau des Stuarts, celui de la revanche.

Que je portais, sous mes haillons, par les chemins!

Le voilà! Mon enfant l'a cousu de ses mains

Et brodé, par les mains d'une jeune fille, près de la lampe;

Et mon bâton d'aventure en fournaie la hampes...

C'est lui! c'est le drapeau de notre liberté!

Il surgit de la tombe! il est ressuscité!

LA FOULE

Hurrah!

(On entend une marche battue par des tambours et sonnée par des cornes-muses).

UN MONTAGNARD (accourant, à lord Fingall)

Milord, le Prince!

SCÈNE VII

LES MÉMES, LE PRINCE CHARLES-ÉDOUARD

(Le prince, en poudre, habillé d'étoiles de diamants de Saint-André sur son habit, entre, précédé de Pibroks, et de tambours qui jouent un air de marche, et suivi d'une escorte de gentilshommes et de montagnards en armes. Lord et lady Fingall vont à sa rencontre et s'inclinent devant lui).

LORD FINGALL

Allez, dans ma terre,

Au noble fils du roi d'Ecosse et d'Angleterre,

Ma femme et moi devons les premiers faire hon-

neur à votre venue!

Mais tout Fingall vous dit avec moi, monseigneur,

Soyez le bienvenu!

LA FOULE

Vive le Roi!

LE PRINCE

Mon hôte,

Aucun clan, d'une voix si vaillante et si haute

N'a salué son Prince, et, parmi les meilleurs,

Aucun n'a par avance arboré mes couleurs.

Mon père, Jacques, trois, devrait dater son règne

D'aujourd'hui, puisqu'on a déployé son drapeau

Et que tant de soldats viennent sous son drapeau.

Donc, je tire l'épée et jette le fourreau!

En guerre!... Pour l'Ecosse et le Roi légitime!

Et je veux qu'un Fingall, comme marque d'estime,

Tienne toujours à mes côtés cet étendard...

(Il salue le drapeau.)

Mais quel est donc celui qui le porte?

LORD FINGALL

Un vieillard,

Dont la voix serait mieux que la mienne accla-

mer, Prince; et vous lui devez, peut-être, votre armée.

LE PRINCE

Et la joliesse enfant debout auprès de lui?

LORD FINGALL

C'est sa petite-fille et son unique appui.

Pour votre cause et pour votre auguste personne,

Tous deux ont fait beaucoup.

LE PRINCE

Approche donc, mignonne...

Moi-même je veux mettre, ainsi qu'un fiancé,

Un baiser tendre et doux sur le beau front

[baissé].

(Il la baise au front).

LA FOULE

Vive le Roi!

Y ent... je suis presque jalouse.

MARIE (à part)

Ses lèvres!... sur mon front!

LE PRINCE (à Angus).

Et que puis-je pour toi,

Vénérable aïeul?

ANGUS

Rien!... Rien, que d'être un bon Roi.

Ces bandes de héros autour de toi groupés,

Tu n'as qu'à moissonner, Prince, et qu'à con-

quérir.

Mais, plus tard, songe aux fils de ceux qui vont

[mourir].

Lorsque tu règneras, que ton cœur compatisse

Aux maux des pauvres gens; sois bon, fais-

[nous justice].

O jeune homme, à qui tout un peuple s'est

[donné].

Et souviens-toi, lorsque tu seras couronné

Et que tu sentiras le sceptre dans ta paume,

Qu'un mendiant t'a fait l'aumône d'un royaume.

Nous nous arrêtons-là, car l'heure nous

presse, mais cet extrait doit suffire pour

faire comprendre de quel souffle patriotique

s'est inspiré notre grand et illustre poète,

François Coppée, en écrivant les *Jacobiens*!

Ce drame est un régal et, plus que jamais,

tout Français doit entendre l'écho de cette

marche!

François Coppée, nous le suivrons et, plus

que tout, nous n'oublions le drapeau en

ce moment courbé et que notre honneur

nous commande de relever un jour!

LE PRINCE

Le bruit commence à courir avec une

certaine persistance que M. Massenet serait

en pourparlers avec M. Planck, en vue d'é-

crire pour l'Eden-Théâtre un ballet à grand

spectacle.

Si cette nouvelle se confirme, ce n'est pas

pour que nous reprocherons au jeune maître une

tentative qui, loin de le déconsidérer comme

on semble le craindre, aurait pour résultat

d'ouvrir à notre école française une

importante scène de ballet à côté de notre

Académie nationale de musique de danse, qui est malheureusement d'un débouché in-

finissable.

LE PRINCE

Un moment où plusieurs de nos confrères

réclament la révision des tarifs des droits

d'auteur au Théâtre-Français, il n'est peut-

être pas sans intérêt de mettre sous les

yeux de nos lecteurs le tableau de réparti-

tion de ces droits.

1° Une pièce seule... 15 0/0

2° Deux pièces égales... 7 1/2 chacune

3° Trois pièces égales... 11

4° Quatre ou cinq actes... 9

5° Trois actes... 10

6° Un acte ou deux actes... 5

7° Trois pièces égales... 5 chacune

8° Quatre ou cinq actes... 3 1/2

9° Quatre actes ou cinq actes... 7

10° Trois actes... 5 1/2

Trois actes... 5 1/2

Un acte ou deux actes... 4

C'est bien à tort, selon nous, qu'on s'é-

lève contre la proportion un peu forte at-

tribuer aux petites pièces par rapport aux

grandes.

Outre qu'elles représentent toujours, au

Français, une part notable du succès de la

soirée, nous pourrions trouver dans le cas

du *Socrate*, de M. Théodore de Banville, qui

va voir le feu de la rampe après un stage

de huit années dans les cartons de la Co-

médie, une raison suffisante à ce que les

droits d'auteur payés aux pièces en un acte

soient assez élevés, ne fût-ce que pour ne

pas décourager les auteurs qui ont aussi

longue attente sans compensation finirait

par éloigner.

LE PRINCE

A l'Eden-Théâtre, on répète *Speranza*,

avec les décors. Répétitions en costumes à

parler de vendredi, répétition générale le

25 et la première le 26.

Le rôle de *Speranza* sera dansé par Mme

Cornalba. Mlle Carmen, la danseuse espa-

gnole, débutera dans le ballet.

Les autres principaux rôles seront tenus

par Mlle Laus, Rivolta, Ferrero, Lauren

et un groupe de jolies danseuses enga-

gées spécialement pour *Speranza*.

La feuille de location est ouverte dès au-

jourd'hui.

LE VAUDEVILLE annonce les dernières re-

présentations de *l'Age Ingrat*.

La pièce nouvelle de M. Sardon, *Geor-*

gette, devant passer, par traité, dans les

premiers jours de décembre, on est obligé

d'arrêter en plein succès la ravissante co-

médie de M. Pailleron.

L'Age Ingrat a produit depuis trente-

quatre jours plus de 120,000 francs.

Un début intéressant aura lieu, cette se-

maine, à Verviers (Belgique).

M. Marcel Devriès, frère de Mmes Fidès

et Jeanne Devriès, chantera pour la pre-

mière fois, sur le théâtre de cette ville, le

rôle de Fernand dans la *Ravotte*.

On dit que le débutant possède une très

belle voix de ténor.

Tous nos souhaits de bons succès!

G. DORANT

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture

illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition: 50 c.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant

demandé les *Soirées de la Baronne*, dont

les multiples éditions se sont épuises

rapidement, nous sommes heureux

de leur annoncer que, par suite d'un

traité avec l'éditeur Ollendorff, nous

pouvons offrir comme prime, et à titre

gracieux, ce charmant volume à tous les

abonnés qui renouvelleront leur abon-

nement.

BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE DU 21 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

PAIEMENT

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 48

PAIEMENT (150 kilos) 47 75 à 4